

lution française. Jugeant la France par l'Espagne il avait dû croire que la guerre civile s'y choisirait des chefs parmi les princes et parmi les généraux de la maison d'Orléans. Dans la prévision de ces événements où l'Espagne aurait eu un rôle à jouer par suite de ses liaisons de famille avec la dynastie de juillet, il s'était expliqué avec une ambiguïté inquiétante et il avait concentré des troupes vers les Pyrénées. Le manifeste du gouvernement provisoire et les explications de son ministre avec le chargé d'affaires d'Espagne à Paris avaient changé les dispositions de Narvaez. les intrigues de la France et de l'Angleterre à Madrid agitaient l'Espagne et inquiétaient sans cesse le général sur la durée de son autorité. Lamartine en retirant la main de la France de ces intrigues et en laissant l'Espagne à son indépendance intérieure tranquillisait le gouvernement espagnol. il ne laissait à Narvaez d'autre tiraillement qu'avec l'Angleterre. le résultat d'une pareille politique fut ce qu'il devait être : la France ne porta plus ombrage et fut d'autant plus recherchée qu'elle s'imposait moins.

Cependant pour persister dans ce système il ne fallait pas à Madrid un républicain trop ardent qui eût porté ombrage à la Constitution et agité les fermentations de républicanisme impuissant en Catalogne. Ni un nom militaire. il eût ravivé les souvenirs de la guerre de l'indépendance. Ni un diplomate

de juillet trop tiède pour la République il eût pu se laisser amollir par un attachement trop frais à la maison d'Orléans et fermer les yeux sur des tentatives de restauration dynastique en France tramées peut-être dans ce palais de Madrid ou de Séville que le duc de Montpensier allait habiter. Le ministre des affaires étrangères avait rencontré dans M. de Lesseps consul général de France à Barcelone un homme exercé au caractère espagnol, agréable à Narvaez, dévoué à ses instructions, il le nomma à Madrid. les défiances mutuelles se dissipèrent. les répugnances tombèrent devant l'intérêt bien entendu des deux peuples. jamais la France et l'Espagne ne rentrèrent plus complètement dans leur nature qui les rapproche quand une fausse politique ne les sépare pas. le général Narvaez comprit bien la pensée de la France. l'attrait des deux peuples l'un pour l'autre put se développer librement. le gouvernement provisoire épargna au pays le rassemblement de l'armée des Pyrénées mieux gardé par la sûreté des rapports et par la loyauté réciproque que par la force.

## XII.

L'état de l'Italie ne se révélait pas encore. Le ministre de la République le pressentait. la situation qui allait en résulter pour la France ne per-

mettait pas d'établir des négociations intimes avec l'Autriche.

M. de Metternich régnait encore à Vienne sans se douter du volcan qu'il avait sous les pieds. ce grand ministre n'avait point vieilli par l'esprit, mais il avait laissé amollir son caractère par la longue prospérité de l'empire. il croyait à l'éternité de l'aristocratie germanique et se fiait à son génie. grand, serein, heureux, facile, il laissait tout faire depuis quelques années à la fortune. cette longue fortune était un piège. Lamartine en avait l'instinct. Je ne sais quel vent de décadence soufflait depuis quelques années du cabinet de Vienne. Hongrie, Gallicie, Pologne, Bohême, Lombardie, Vénétie, toutes ces parties de l'empire mal cimentées avec l'empire lui-même semblaient tendre à une dissolution. La France qui ne voulait rien contraindre de ce côté voulait tout accepter de la fortune.

Les premiers froissements de la République française avec le continent commenceraient par l'Italie ou par la Suisse. La guerre de principe existait ainsi quoique non déclarée entre Vienne et Paris. ou plutôt ce n'était ni la guerre ni la paix, mais une attitude mixte qui participait de ces deux ordres de choses. Le gouvernement ne chercha pas à masquer par de faux semblants cette situation. il ne voulait ni tromper M. de Metternich par des subterfuges sans bonne foi ni se tromper lui-

même. il avoua franchement cette disposition de la République à M. d'Apponi, ambassadeur d'Autriche à Paris. loyal, et chevaleresque comme un homme du Nord, il se contenta de laisser pour la France à Vienne un chargé d'affaires aimé de la vieille Allemagne et de la cour pour écouter et pour observer sans agir, car agir eût été tromper. La diplomatie de la République ne voulait tromper personne, pas même son ennemi naturel, l'Autriche.

On fit un choix moins heureux à Naples sur la foi du parti du *National*, dont il désirait employer les capacités et satisfaire les ambitions. Le secrétaire de légation qu'il nomma près de cette cour et auquel il donna des instructions conformes à sa pensée sur une fédération de l'Italie, pensée qui n'excluait point les trônes, s'écarta entièrement de la ligne que le ministre de la République lui avait tracée. prenant apparemment ses directions soit dans le parti de propagande radicale à Paris, soit dans les partis extrêmes à Naples, il eut le langage et l'attitude de ces envoyés de la Convention, dont la mission était de violenter les rois et de fanatiser les peuples. L'amiral Baudin, qui commandait la flotte à Naples, comprit mieux la dignité de la République. il réprima autant qu'il était en lui ces excès de zèle. le chargé d'affaires fut rappelé. on envoya à sa place un homme

de mesure et de sagacité, M. de Bois-le-Comte. il avait été collaborateur de M. Buchez dans l'immense travail historique sur notre première révolution. il avait porté le poids des détails et pratiqué le sens vrai de la nouvelle diplomatie républicaine dans le cabinet du ministre depuis le 24 février. il fut envoyé ensuite à Turin.

Lamartine désirait que la République conversât avec le cabinet de Pétersbourg. il était convaincu qu'il n'y avait entre les deux puissances d'autre incompatibilité que l'état de la Pologne. C'est par ce seul point que les deux peuples pouvaient se froisser, non par un intérêt territorial, mais par une antipathie morale. En Europe, l'exécution première des traités de Vienne et des institutions propres et libérales restituées par l'empereur de Russie au royaume de Pologne, pouvait permettre aux deux politiques de se réconcilier avec honneur et sûreté pour tous. il fallait du temps et de la réflexion. Lamartine ne devait pas aventurer ses pensées et la dignité de la République par des envoyés peut-être froidement accueillis à Pétersbourg. Il y laissa un simple secrétaire d'ambassade nommé par le ministre de la monarchie, sans aucune mission politique. il y avait dans le ministre de l'empereur à Paris, un interprète officieux, habile, bienveillant des pensées de l'empereur et de celle de la France. les rapports froids et rares

n'eurent jamais un accent d'aigreur. on ne se heurte pas de si loin à moins de vouloir se heurter par antipathie et par système. L'empereur était trop juste, la République était trop sage pour ne pas se regarder avec sang-froid.

Mais le poste auquel le ministre attachait en ce moment le plus d'importance était Berlin, la tige de l'équilibre du continent était encore comme en 1791 dans ce cabinet. La Russie, l'Angleterre, l'Allemagne du nord s'y rencontraient et s'y disputaient la faveur décisive d'une monarchie militaire puissante, et d'un esprit public prépondérant dans le cabinet d'un roi philosophe, aventureux, mobile, travaillé d'initiative, intrépide aux nouveautés, capable de tout comprendre, de tout risquer, de tout oser. le nœud de la paix et de la guerre européenne, de l'émancipation et de la reconstruction de l'Allemagne, de la régénération pacifique et partielle de la Pologne, était à Berlin. le premier mot que dirait le roi de Prusse de la République française, serait forcément le mot du continent tout entier. nul n'oserait dire guerre où il aurait dit paix. On conçoit quel intérêt avait Lamartine qui voulait la paix, à ce que ce mot fût mis sur les lèvres du roi de Prusse par le génie de l'humanité et par des prédispositions favorables à la révolution de Paris.

## XIII.

Il chercha et il trouva du premier geste sous sa main l'homme propre à personnifier d'abord confidentiellement, puis officiellement à Berlin, la tendance philosophique, la science germanique, et les perspectives diplomatiques de la nouvelle révolution française présentées à cette cour par un esprit presque universel.

Cet homme, peu connu jusque-là hors du monde aristocratique, littéraire, et savant, se nommait M. de Circourt. il avait servi sous la restauration dans la diplomatie. la révolution de Juillet l'avait rejeté dans l'isolement et dans l'opposition plus près du légitimisme que de la démocratie. il avait profité de ces années pour se livrer à des études qui auraient absorbé plusieurs vies d'hommes et qui n'étaient que des distractions de la sienne. langues, races, géographie, histoire, philosophie, voyages, constitutions, religions des peuples, depuis l'enfance du monde jusqu'à nos jours, depuis le Thibet jusqu'aux Alpes, il avait tout incorporé en lui, tout réfléchi, tout retenu; on pouvait l'interroger sur l'universalité des faits ou des idées dont se compose le monde, sans qu'il eût besoin pour répondre d'interroger d'autres

livres que sa mémoire. étendue, surface, et profondeur immense de notions, dont jamais on ne rencontrait ni le fond ni les limites. mappemonde vivante des connaissances humaines. homme où tout était tête et dont la tête était à la hauteur de toutes les vérités. impartial du reste, indifférent entre les systèmes comme un être qui ne serait qu'intelligence et qui ne tiendrait à la nature humaine que par le regard et par la curiosité.

M. de Circourt avait épousé une jeune femme russe, de race aristocratique et d'un esprit européen. Il tenait par elle à tout ce qu'il y avait d'éminent dans les lettres et dans les cours de l'Allemagne et du Nord. Lui-même avait résidé à Berlin, il s'y était lié avec les hommes d'État. le roi de Prusse, souverain lettré et libéral, l'avait honoré de quelque intimité à sa cour. M. de Circourt, sans être républicain de cœur, était assez frappé des grands horizons qu'une République française, éclosion du génie progressif et pacifique de la France nouvelle pouvait ouvrir à l'esprit humain, pour la saluer et la servir. Il comprenait comme Lamartine, que la liberté avait besoin de la paix, et que la paix était à Berlin et à Londres.

Lamartine lui donna par écrit ses instructions confidentielles pour l'oreille du roi de Prusse et de ses ministres. Ces instructions n'étaient au fond

que cette philosophie de la paix commune à toutes les âmes éclairées d'un rayon divin. philosophie devenue politique par l'accord d'idées entre le cœur d'un roi et l'esprit d'un ministre d'une grande démocratie naissante. M. de Circourt était capable de commenter les instructions et de les plier au génie d'une cour et aux éventualités de l'Allemagne; l'alliance tacite au moins entre l'Allemagne et la France, l'inviolabilité du territoire, la tendance à une unité morale de l'Allemagne qui décentraliserait les petits États de l'influence exclusive de l'Autriche, l'arbitrage puissant de la Prusse entre l'indépendance germanique et la pression de la Russie, la restitution d'une part morale de nationalité constitutionnelle aux démembrements encore vivants de la Pologne, formaient les textes à peine indiqués de ces instructions.

M. de Circourt partit. il entretint avec le ministre des affaires étrangères une correspondance intime qui formerait un volume sur l'état du Nord. il ne s'égarait sur aucune de ses prévisions. il inclina le cœur et l'esprit du roi de Prusse à toutes les idées de conciliation et d'équilibre qui étaient dans l'intérêt vrai de deux États. Quand la révolution de Berlin éclata, la République française n'avait plus besoin d'une révolution à Berlin pour y voir triompher la cause de paix et d'humanité que

M. de Circourt était allé y défendre. Lamartine et son envoyé en Prusse s'affligèrent plus qu'ils ne réjouirent d'une révolution qui en poussant le roi au delà de ses pensées le ferait peut-être plus tard reculer jusque dans les bras de la Russie.